

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse

84 · Novembre 2016

AZB 3001 Berne



Démocratiser la laïcité ?

Sébastien Mayor est docteur ès lettres, spécialisé en science des religions, il apporte son regard et son analyse sur les rapports entre la gauche et l'Islam dans le débat actuel sur les questions et thématiques religieuses. Pages 10 et 11

HARCÈLEMENT DE RUE

Loin d'être flatteur ou de représenter un compliment, le harcèlement de rue est une véritable plaie qui ne doit être tolérée. Retour sur une action lancée outre-Sarine pour mettre le doigt sur un problème bien réel. Page 4

SYSTÈME DE SANTÉ

Prôner plus de concurrence ou de responsabilité pour maîtriser les coûts de la santé ? Des propositions qui ont démontré jusqu'ici toute leur inefficacité. Petit tour de la question avec Jean-François Steiert. Page 8

L'IMAGE DU JOUR



Reuters

L'élection de Donald Trump à la présidence a suscité une vague de protestations aux quatre coins des États-Unis. Des manifestations « anti-Trump » se sont déroulées depuis la victoire du New-Yorkais de 70 ans. De nombreux américains, notamment des femmes, la communauté LGBT et des personnes issues de l'immigration sont indigné-e-s face aux propos et aux promesses tenus par le milliardaire tout au long de sa campagne. Abrogation de l'« *Obamacare* », expulsion de 11 millions de migrant-e-s illégaux et construction d'un mur sur la frontière mexicaine sont autant de mesures dangereuses et rétrogrades imaginées par le vainqueur des élections du 8 novembre dernier.



Allait chercher
l'eau à la rivière.

Allait chercher
l'eau au puits.

Ouvre
le robinet.



De l'eau potable, une utilisation parcimonieuse de l'eau et l'entretien à long terme des systèmes d'approvisionnement en eau potable. Nous changeons ainsi la vie de personnes défavorisées – vraiment.
helvetas.ch/participez

Changer, vraiment

 **HELVETAS**



« Les membres sont au cœur d'un parti de militants »

LORS DU CONGRÈS DU PARTI À THOUNE QUI SE DÉROULERA LE 3 ET 4 DÉCEMBRE, LES DÉLÉGUÉ-E-S DÉBATTRONT SUR LE PROJET DE RÉFORME « FUTUR PS ». LEYLA GÜL, CO-SECÉTAIRE GÉNÉRALE, EXPLIQUE POURQUOI LE PS DOIT RESTER UN PARTI DE MILITANT-E-S ET QUELLES RÉFORMES SONT NÉCESSAIRES.

Leyla, à quoi devrait ressembler le Parti socialiste dans l'avenir ?

Il ne devrait pas être très différent de ce qu'il est depuis les 50 ou 60 dernières années. Le PS est un parti de militantes et de militants et, malgré le nombre de membres en baisse dans toute l'Europe, l'un de nos objectifs principaux est qu'il conserve cette forme.

En quoi se distingue un parti de militants? Cette forme politique est-elle encore d'actualité ?

Les membres sont au cœur d'un parti de militants. Ils peuvent participer à chaque niveau de décisions. C'est la base politique et financière du Parti – plus de 90 % de notre budget provient de leur contribution et des dons que nous recevons. Les membres dans leur ensemble assurent notre capacité à mener des campagnes politiques et à garder un ancrage dans la société. Je suis convaincue qu'un parti doit fonctionner de cette manière.

Depuis plus de 10 ans, le nombre de membres inscrits au Parti est en constante diminution. Qu'est-ce que cela signifie pour un parti de militants ?

Il y a encore 50 ou 60 ans, l'adhésion à un parti était une chose tout à fait banale. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. C'est pourquoi nous devons faire du recrutement des militants un thème central. Il s'agit d'un travail épuisant, mais il n'est pas possible de le contourner. Durant le Congrès de décembre, nous voulons inscrire ce travail dans les statuts du Parti et amener une vraie prise de conscience au niveau des sections, des Partis cantonaux et du PS Suisse. Notre rôle en tant que PS Suisse est de rassembler les bonnes idées que nous traitons puis diffusons par la suite. Nous avons constaté que lorsqu'une section recrute activement et organise des événements, le nombre de membres augmente rapidement. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit l'année passée: pour la première fois depuis plus de 20 ans, les effectifs de militants ont augmenté.

L'augmentation des membres et leur fidélisation vont de pair. Comment encourager les membres à rester ?

Il est essentiel de trouver une place correspondante à l'attente de chaque membre. Que quelqu'un préfère soutenir le PS financièrement ou postuler pour être au Conseil communal, les deux solutions sont ouvertes et possibles. Nous proposons par conséquent que les sections prennent contact avec chaque membre au moins une fois par législature afin de déterminer quels sont leurs besoins et envies.



Servir et disparaître (ou pas)

Après les élections américaines et la déconfiture d'une Hillary Clinton, dont la famille est politiquement impliquée depuis plusieurs décennies dans la politique américaine, il semblerait que la France soit en proie aux mêmes problématiques. Alors même que la situation sociale et économique dans nombre de pays riches laisse de plus en plus de personnes au bord du chemin, la classe politique semble incapable de se renouveler. Les élections présidentielles françaises en sont probablement l'exemple le plus parlant, sinon le plus inquiétant.

Alors que la primaire de droite a désigné François Fillon et Alain Juppé pour la dernière ligne droite (évinçant au passage Nicolas Sarkozy), les trois candidats arrivés en tête ont été respectivement, sous la Présidence Sarkozy : 1er ministre, ministre des affaires étrangères et président.

Tous ces acteurs politiques ont une responsabilité très directe sur la situation actuelle de la France. L'occasion leur a pourtant été donnée d'éprouver leurs idées et programmes. Dès lors, leur crédibilité est aujourd'hui inexistante pour expliquer que ce qu'ils ont raté lors de leur premier mandat sera une éclatante réussite si le peuple veut bien leur donner une seconde chance.

Ne nous leurrons pas, le choix proposé côté PS français n'est guère plus alléchant et le système produisant des « énarques » conduit inmanquablement à cette situation de non-renouvellement du personnel politique.

Les conséquences du fonctionnement de l'ENA sont expliquées en une réplique de Louis de Funès, alors qu'il se désespérait si bien dans « la folie de grandeurs » lorsque le roi annonce sa déchéance : « qu'est-ce que je vais devenir ? Je suis ministre, je ne sais rien faire ! »

L'heure est au renouveau, à ceux qui portent de nouvelles idées, de nouvelles approches de la politique et qui osent regarder un peu plus loin que le bout de leur prochain mandat.

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Spitalgasse 34, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Pauline Despont,
Pierre-Pascal Baumann
Production Atelier Bläuer, Berne



La banalisation du sexisme ?

LE 25 NOVEMBRE MARQUERA LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES. CETTE VIOLENCE DÉCOULE DU SEXISME BANALISÉ, QU'IL FAUT IMPÉRATIVEMENT DÉNONCER.



Pauline Despont et Nadège Piller
Collaboratrice romande et secrétaire générale a. i. des Femmes* socialistes

Il faut parler de sexisme, dans la société et dans la politique.

La violence contre les femmes se manifeste sous plusieurs formes, dont l'une d'entre elles est le harcèlement de rue. Il est effarant de se rendre compte que la grande majorité des femmes en a déjà été victime. Des paroles obscènes, des gestes à caractère sexuel, des regards déplacés ou autres sifflements: rien de tout cela n'est sollicité par la personne qui est la cible de telles attaques, dans la rue ou dans l'espace public. Ces attaques peuvent être graves ou mineures, elles peuvent être outrageusement offensives ou plus mesquines. Souvent, elles sont si banalisées que les femmes ne se sentent pas en droit d'y réagir.

Récemment, la campagne présidentielle aux Etats-Unis nous a donné l'occasion d'entendre des déclarations de Trump dégradantes à l'égard des femmes. Des images passées à la télévision française à des heures de grand audimat nous ont montré un chroniqueur embrasser la poitrine d'une jeune femme ayant pourtant clairement refusé tout contact. Plus près de chez nous, c'est une élue UDC, Andrea Geissbühler, qui a déclaré que certaines victimes de viol étaient en partie responsables de leur sort en raison d'une attitude naïve. Tout ceci a ravivé le débat sur la normalisation des agressions sexuelles dans notre société. Natascha Wey, co-présidente

des Femmes* socialistes suisses, rappelle dans un article paru dans le *Links* du mois de novembre qu'il s'agit là de ce qui est décrit dans les discussions féministes comme la culture du viol, où l'on fait croire aux femmes qu'elles ont une part de responsabilité dans leurs agressions car elles auraient été provocantes, porté les mauvais vêtements ou ne se seraient pas assez fermement opposées.

En Suisse-allemande, les déclarations affligeantes de Geissbühler ont soulevé un tollé. Les femmes ont choisi les réseaux sociaux pour exprimer leur ras-le-bol et ont lancé un hashtag, le *#SchweizerAufschrei*. Elles ont été nombreuses à utiliser ce mot-clé pour publier des témoignages du sexisme vécu au quotidien, de harcèlement de rue, voire d'agressions sexuelles. Ce sont des situations dont elles n'avaient parfois jamais osé parler avant. Ainsi, on a pu lire des déclarations d'une jeune politicienne à qui un collègue a demandé quand est-ce que l'on verrait des photos d'elle nue. On a aussi entendu des femmes qui n'osent plus faire de jogging par peur des remarques et regards déplacés dans les lieux fréquentés, et par peur des attaques dans les endroits déserts. Une autre a rapporté s'être fait traiter de «sale p*te» pour ne pas avoir voulu répondre à un homme l'abor-

dant dans la rue. Et, évidemment, nombreux furent les témoignages de tristement classique «main aux fesses».

Ce coup de gueule sur les réseaux sociaux a eu une grande résonance médiatique dans le contexte actuel. Cependant, comme le rappelle Natascha Wey, le «*Schweizer Aufschrei*» n'est pas qu'une simple réaction à Trump ou Geissbühler, mais c'est une expression d'un développement bien plus important: le mouvement féministe devient plus visible, plus audible et plus actif. Ce mouvement féministe existe aussi en Suisse romande. Des associations y ont été créées pour lutter spécifiquement contre le phénomène du harcèlement de rue, comme l'association *Mille sept sans* à Fribourg, pour qui le harcèlement de rue doit cesser et être systématiquement pointé du doigt, car ne pas le dénoncer contribue à sa banalisation. Et cette banalisation contribue à la culture du viol.

Selon Natascha Wey les événements comme le «*Schweizer Aufschrei*» sont l'occasion pour le Parti de prendre conscience que nous sommes encore loin du but de l'égalité. Selon elle, il faut parler de sexisme, dans la société et dans la politique. Il faut une critique féministe qui dénonce et décrie cette situation. Enfin, nous avons aussi besoin de camarades masculins solidaires, qui se soulèvent avec nous, contre le sexisme en politique et dans la société.

La force d'une sortie rapide du nucléaire



LES SUISSES VIENNENT DE SE PRONONCER SUR L'ARRÊT PROGRAMMÉ ET PROGRESSIF DE LEUR PARC NUCLÉAIRE, COMPOSÉ DE RÉACTEURS AUSSI ANCIENS QUE DANGEREUX. LANCÉE PAR LES VERTS AVEC LE SOUTIEN DU PARTI SOCIALISTE SUISSE AU LENDEMAIN DE L'ACCIDENT DE FUKUSHIMA, L'INITIATIVE VISAIT À LIMITER LA DURÉE D'EXPLOITATION DES CENTRALES NUCLÉAIRES À 45 ANS. QUEL QUE SOIT LE RÉSULTAT SORTI DES URNES, UNE SORTIE PLUS OU MOINS RAPIDE DU NUCLÉAIRE POURRAIT BIEN ÊTRE LA PROMESSE D'UNE SUISSE À LA POINTE DES ÉNERGIES VERTES.

Prévues pour une durée d'utilisation de 30 ans à l'origine, toutes nos centrales ont dépassé leur âge limite d'utilisation. Beznau I a même un privilège mondial, celui d'être le doyen des réacteurs nucléaires avec ses 47 ans de fonctionnement. Un record dangereux pour une installation aussi complexe. Entre nécessité d'investissements massifs et risque pour la population, nos vieilles casseroles atomiques feraient mieux de prendre leur retraite et de faire place aux technologies propres.

Les vieilles casseroles de l'Europe

L'âge d'une centrale nucléaire n'est pas une question anodine. Plus les centrales nucléaires vieillissent, plus les problèmes techniques apparaissent. La preuve en est que, depuis cet été, deux des cinq réacteurs que compte le pays sont à l'arrêt pour des révisions qui s'éternisent. Beznau I est à l'arrêt depuis 18 mois et les quelque 900 trous de la cuve du réacteur découverts en 2015 symbolisent la vétusté de la

centrale. Quant à Leibstadt, la durée de sa rénovation est passée de quatre semaines à six mois après que des traces d'oxydation ont été trouvées sur les gaines de huit éléments combustibles. Pour les trois réacteurs qui restent, c'est-à-dire Mülheberg, Beznau II et Gösgen, les problèmes techniques font régulièrement la une des journaux.

Des millions pour prolonger leur vie

Défauts majeurs, fissures et oxydation demandent des investissements qui se chiffrent en millions. Le jeu en vaut-il vraiment la chandelle? Inutile d'être économiste pour comprendre qu'il s'agit là d'un gouffre financier. D'autant plus que nos centrales ne sont, en temps normal, pas rentables. En 2015, elles auraient même perdu quelque 500 millions de francs. Et la situation n'est pas près de s'améliorer puisqu'aucun bénéfice ne sera possible avant une dizaine d'années, selon Alpiq. Seulement, existe-t-il une autre forme d'énergie capable de produire au-

tant d'électricité pour un prix raisonnable? Pensez le contraire reviendrait à se faire une piètre idée de notre capacité à nous adapter et à innover. La nouvelle donne énergétique que provoquerait une fin rapide du nucléaire aurait pour résultat d'éveiller une nouvelle dynamique basée sur l'innovation et la réduction de la consommation d'énergie.

Les énergies de demain seront durables

Efficacité énergétique et énergie renouvelable sont la clef de l'approvisionnement en électricité de demain. Selon Swiss-Energyscope, l'électricité issue des nouvelles sources d'énergie durable pourrait remplacer la production de nos centrales nucléaires. Mais l'avenir ne se situe pas uniquement dans une production verte. La fin du nucléaire – et par extension des énergies fossiles – se réalisera en même temps qu'une consommation consciente de l'énergie, et ce dans tous les aspects de la vie quotidienne. Si la Suisse a longtemps été réputée pour la pauvreté de ses sols, elle possède néanmoins une grande richesse en ressources renouvelables et en cerveaux. Bois, eau, soleil, vent et d'autres ressources encore inconnues couplés à une consommation responsable sans nul doute notre futur énergétique.



Pierre-Pascal Baumann
Collaborateur romand

Une fin rapide du nucléaire aurait pour résultat d'éveiller une nouvelle dynamique basée sur l'innovation.

Littérature romande



Romain Felli

La Grande Adaptation Climat, capitalisme et catastrophe

Editions du Seuil, 234 p.

Nous sommes entrés dans l'ère de l'adaptation.

Dès les années 1970, certains plaidaient déjà pour une « adaptation » des sociétés aux changements climatiques plutôt que pour de coûteuses réductions d'émissions de gaz à effet de serre. Aujourd'hui, derrière la façade des sommets environnementaux, la réalité est celle d'un climat et d'écosystèmes qui se dérèglent, préparant une régression des conditions d'habitation humaine de la Terre.

Sociétés, territoires, individus sont désormais sommés de « s'adapter » à ces transformations inexorables. L'auteur nous fait comprendre comment, au lieu de contribuer à la solidarité et à la sécurité sociale et de résister aux conséquences de ces changements, le capitalisme utilise le choc climatique pour étendre le pouvoir du marché au nom de l'adaptation.

La catastrophe : un nouveau business ?



Romain Felli (né en 1981) enseigne à l'Institut des sciences de l'environnement de l'université de Genève. Géographe et politiste, ses travaux portent sur l'histoire des idées politiques et la gouvernance globale de l'environnement.



René Longet

Planète, sauvetage en cours Une responsabilité collective

PPUR, collection Le savoir suisse, 144 p.

Il ne se passe pas un jour sans qu'on n'évoque le développement durable. Parfois sans aller au fond des choses, et il peut alors se réduire à une vague conciliation entre écologie, économie et social. Dès les années 1970 est apparue l'exigence environnementale, nous rappelant les limites des capacités de production et d'absorption des systèmes naturels. Dès lors, la notion de développement durable exprime la nécessité d'une réorientation. Il s'agit d'une gestion prudente et équitable des ressources du monde, remettant au centre du débat notre capacité à maîtriser nos propres créations... et à réinventer l'idée de progrès, à redonner sens aux choses. Ce livre aborde, d'un point de vue suisse et international, les pratiques du développement durable, et en éclaire les acquis ainsi que les difficultés de sa mise en œuvre individuelle et collective.



René Longet, ancien conseiller national et ancien maire de la Ville d'Onex, membre de la délégation suisse aux trois Sommets de la Terre (Rio 92, Johannesburg 2002, Rio+20 2012), est l'auteur de nombreux articles et publications.



Albert Rodrik, Olga Baranova

Les éclusiers de la porte étroite

Editions Slatkine, 172 p.

« Genève est une ville où nul homme n'est étranger », écrivit Robert de Traz. Cette phrase est devenue réalité pour les deux auteurs, l'un né en 1937 à Istanbul, l'autre en 1991 en Russie. Deux générations, deux parcours, deux regards et une passion commune : la politique genevoise, vécue au jour le jour au travers de nombreux engagements. Le présent ouvrage, à la fois factuel et décalé, historique et contemporain, retrace les enjeux politiques majeurs et les débats qui ont animé le Parti socialiste, tant sur le plan suisse que cantonal, ces 40 dernières années.



Comédien, employé de banque, haut fonctionnaire, député au Grand Conseil genevois, militant socialiste : un des rares « généralistes qualifiés », pour reprendre les paroles de Guy-Olivier

Segond, **Albert Rodrik** revit dans le présent livre les enjeux qui animent Genève depuis plusieurs décennies.



Olga Baranova, née deux ans après la chute du mur de Berlin, est militante et élue socialiste au Conseil municipal de la ville de Genève. Originnaire de deux pays à « qui le soleil manque », l'Allemagne et la Russie, Genevoise de conviction, elle décortique l'actualité politique à travers les textes et les images.

Les membres : la clef du succès pour le PS

LE PS VIT GRÂCE À SES MEMBRES. CHACUN D'ENTRE EUX FAÇONNE ET RENFORCE LE PARTI. C'EST POURQUOI LA BAISSÉ DES EFFECTIFS REPRÉSENTE UN DANGER EXISTENTIEL : SANS MILITANT-E-S, PAS D'ANCRAGE DANS LA SOCIÉTÉ, PAS DE FORCE DE MOBILISATION, PAS DE MOYENS FINANCIERS – PAS DE PS. QUE LE NOMBRE DE MEMBRES SOIT EN RÉGRESSION N'EST PAS UNE LOI IMMUALE : EN 2015, POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 20 ANS, UNE CROISSANCE DE PRÈS DE 1 % A ÉTÉ ENREGISTRÉE ET LA TENDANCE RESTE POSITIVE POUR CETTE ANNÉE.

Le PS Suisse est convaincu que, comme parti, nous devons faire du développement des effectifs notre principale tâche. Il s'agit aussi bien du recrutement de nouveaux membres que de compléter l'intégration des anciens membres.

Un premier pas dans cette direction sera réalisé durant le congrès du PS Suisse en décembre, lors duquel le renforcement des effectifs sera inscrit dans les statuts du Parti. Dans un premier temps, les responsabilités devront être clarifiées. Le PS Suisse peut créer des bases plus solides (formulaire de contact, manuel des sections pour le recrutement des membres ou collection des bonnes pratiques en sont des exemples), mais le véritable travail devra être réalisé dans les cantons et les sections.

Il est attendu des sections et des partis cantonaux que chaque nouveau membre reçoive au minimum un contact personnalisé pour lui souhaiter la bienvenue. Ce premier contact a pour but d'apprendre à se connaître, de découvrir les motifs d'engagement et de proposer différentes activités possibles. Un second objectif est que ce contact soit réalisé par les sections à destination de tous les membres au moins une fois par législature. Chaque section et

Exemple de recrutement via les réseaux sociaux, en fonction de l'actualité internationale.



DÉJÀ 150 NOUVEAUX MEMBRES DEPUIS LES ÉLECTIONS AUX USA!

S'ENGAGER

CONTRE LE POPULISME DE DROITE

DEVENEZ MEMBRE :
WWW.PSSUISSE.CH/ADHERER

chaque Parti cantonal définissent, tous les ans, deux à trois mesures de recrutement de nouveaux membres – le Parti socialiste suisse fournit en plus quelques propositions.

Pour veiller à ce que les mesures soient mises en œuvre, chaque échelon nomme une personne responsable du développement des effectifs des membres. Il ne s'agit pas nécessairement d'une personne en charge de faire toutes les actions et les téléphones, mais elle devrait veiller à ce que les nouvelles mesures ne restent pas lettres mortes.

Que puis-je faire personnellement ?

S'ADRESSER DIRECTEMENT AUX PERSONNES

Des études menées en Allemagne montrent que 15 % des citoyen-ne-s seraient en principe prêts à adhérer à un parti. En réalité, ils ne sont que 2 %. Les 13 % qui restent justifient leur non-appartenance à un parti par le fait que personne ne le leur a jamais demandé directement jusqu'à présent. Par conséquent, la prochaine fois que quelqu'un vous parlera des mesures d'austérité dans l'éducation ou des coupes budgétaires dans le soin des personnes handicapées, rappelez à cette personne qu'ensemble nous pouvons combattre ces mesures. La meilleure solution est de devenir membre du PS. Si la personne face à vous ne manifeste pas de réaction négative, allez à l'aide de votre smartphone sur le formulaire d'inscription www.pssuisse.ch/adherer – et nous aurons probablement un nouveau membre.

Décharger les revenus moyens – réduire les mauvaises incitations tarifaires !

EN SUISSE, LES MÉNAGES AUX REVENUS MOYENS DÉPENSENT PLUS POUR LEUR SANTÉ QUE DANS LA PLUPART DES AUTRES PAYS EUROPÉENS. LEUR CHARGE FINANCIÈRE PEUT DÉPASSER PLUS DU DOUBLE DE CE QUI A ÉTÉ PROMIS LORS DE L'INTRODUCTION DE LA LOI ACTUELLE. LE PARTI SOCIALISTE S'ENGAGE POUR RÉDUIRE RAPIDEMENT CES CHARGES INSUPPORTABLES.



Jean-François Steiert, conseiller national (FR)

La concurrence entraîne des coûts supplémentaires et une efficacité moindre.

Les coûts du système suisse de santé se situent dans la moyenne des pays comparables depuis plusieurs décennies, tout comme leur augmentation annuelle. La droite parlementaire dure, les assureurs et certains prestataires tentent aujourd'hui de manière un peu paradoxale de dramatiser cette croissance et de s'y attaquer par un moyen non moins paradoxal, celui d'un renforcement de la concurrence, qui serait insuffisante en Suisse. La comparaison avec les Etats-Unis, qui disposent d'un des systèmes les plus concurrentiels, mais aussi du système de santé le plus coûteux au monde tant en chiffres absolus que par rapport à leur capacité économique, n'incite pour le moins pas à penser que le renforcement de la concurrence puisse juguler l'augmentation des coûts. Dans un domaine où toutes les sociétés admettent, à des niveaux variables, un minimum de régulations pour assurer un accès généralisé aux soins, l'excès de concurrence entraîne non seulement des coûts supplémentaires, mais surtout une efficacité moindre et un accès aux

soins beaucoup plus difficile pour les petits et moyens revenus.

Pour que la croissance d'un système de santé soit solide et durable, il faut veiller à la qualité et à l'efficacité des services et produits – ce qui vaut bien sûr aussi pour des raisons sanitaires et sociales. Cela présuppose la qualité en tant que telle, mais aussi la réduction du nombre de prestations inutiles, un rapport qualité-prix satisfaisant ainsi qu'un coût supportable pour tous les assurés, sans quoi l'on assiste à une réduction des prestations, par différents mécanismes directs et indirects, pour les ménages les plus chargés, et ainsi à une augmentation des inégalités liée à une réduction de la croissance. La Commission de la sécurité sociale et de la santé du Conseil des Etats espère majoritairement réduire les coûts et les prestations inutiles en augmentant la participation financière des patients. Or, parmi tous les pays de l'OCDE, la Suisse est déjà le pays dans lequel la participation des assurés aux coûts de la santé est la plus importante, comme le montre le tableau ci-dessous.

Dans ce contexte, et dans un contexte où la part des cantons aux abaissements de primes a diminué de 10 pour cent en cinq ans (2009 à 2014), tout transfert de charge vers les assurés est non seulement socialement inadmissible, mais ne permettra surtout aucune économie dans le système de santé.

Avec le système de primes par tête et les mécanismes d'abaissements de primes, la Suisse soulage bien les bas revenus et permet aux hauts revenus de payer un prix parmi les plus bas d'Europe pour un bon approvisionnement de base en

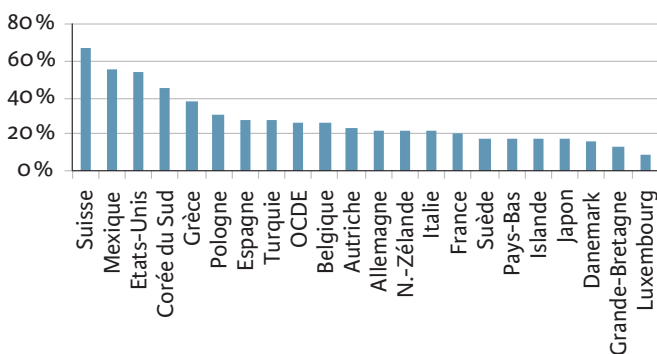
prestations de santé de haute qualité. Le prix de ces avantages est payé par les revenus moyens, avec des charges du budget de ménage qui peuvent dépasser les 20 pour cent. Cette pression financière met ainsi en danger le principe constitutif de notre système qui veut que chaque assuré puisse accéder, en fonction de ses besoins, à des prestations de soins de haute qualité.

Pour prévenir ce danger, le Parti socialiste propose :

a) de plafonner à 10 %, dans toute la Suisse, la charge de l'assurance-maladie obligatoire dans les budgets de ménage, sans préteriter certaines catégories de bénéficiaires actuels des abaissements de primes ; vu les grandes différences entre les cantons, nous allons engager des démarches politiques dans le plus grand nombre possible de cantons concernés, de manière coordonnée au niveau national ;

b) à la fois une clé de financement harmonisée des différentes prestations du système de santé entre cantons et assureurs, dans le respect des compétences actuelles des cantons, et des mesures visant à renforcer la coopération entre prestataires au bénéfice de chaînes de traitement efficaces des patients chroniques. Contrairement aux modèles tarifaires actuels, qui incitent aux augmentations du nombre de prestations inutiles et à la sélection des patients par les hôpitaux, nous demandons des incitatifs financiers pour assurer des modèles de coopération et de médecine intégrée sur l'ensemble du territoire national.

Part privée des dépenses de santé (OCDE)





Mobilité dans l'espace public

LA CONFÉRENCE D'AUTOMNE DU PS60+ ÉTAIT PLACÉE CETTE ANNÉE SOUS LE SIGNE DE LA POLITIQUE DES TRANSPORTS ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE. UNE CENTAINE DE MEMBRES S'EST RETROUVÉE PRÈS DE LA GARE DE LUCERNE POUR ÉCHANGER DES IDÉES CONCERNANT LA MANIÈRE DONT LES TRANSPORTS PUBLICS POURRAIENT DEVENIR PLUS CONVIVIAUX ET L'ESPACE PUBLIC DANS LES VILLES PLUS AGRÉABLE À VIVRE.

Les membres du PS60+ se sont retrouvés samedi 5 novembre à Lucerne, lors de leur traditionnelle conférence d'automne, afin de discuter de la mobilité dans l'espace public. Être piétonne ou piéton dans nos villes n'est souvent pas très agréable et parfois même dangereux. En raison du trafic individuel motorisé, les bruits, les gaz d'échappement et divers dangers sont présents à chaque instant. Même les transports publics, qui sont par chance de très haut niveau en Suisse, peuvent poser des problèmes. Ceci est particulièrement valable pour les utilisatrices et les utilisateurs les plus âgé-e-s: difficultés à monter dans un véhicule, longs trajets entre deux modes de transports, manque de sécurité durant les heures creuses, distributeurs de billets ou applications mobiles toujours plus compliqués n'en sont que quelques exemples.

Beat Züsli, président socialiste de la ville de Lucerne, et David Roth, président du PS du canton de Lucerne

ont porté leur message de bienvenue. En introduisant le papier « Mobilité dans l'espace public » préparé par un groupe de travail de PS60+, le co-président Carlo Lepori a rappelé que les revendications décrites dans le papier sont en faveur de toute la population et que le vrai problème est la valeur de l'espace public, qui a été perdue dans nos villes. Caroline Beglinger de l'ATE (Association transports et environnement) a présenté le thème « Dignité et mobilité à tout âge » en soulignant à quel point les problèmes soulevés par le PS60+ concernent aussi les enfants et nous tous et toutes, lorsque nous ne sommes pas au maximum de notre forme physique. Thomas Hardegger de Mobilité piétonne Suisse désire être « à l'aise à pied dans l'espace public » en évoquant aussi les conflits avec les vélos (électriques), Adrian Borgula conseiller municipal des Verts à Lucerne et Norbert Schmassmann des Transport publics de Lucerne, ont parlé de l'aménagement

de l'espace public et de « l'utilisation des transports publics en pratique ». Dans la discussion qui a suivi, beaucoup d'intervenantes et d'intervenants ont souligné que la qualité de l'espace public n'était pas seulement une question de trafic. Les villes et les communes devraient plutôt s'atteler à redonner à nos rues et nos places un rôle plus fort en tant qu'espace de rencontres sociales et de vie commune.



Marianne de Mestral
et Carlo Lepori,
co-présidence PS60+

Les villes et les communes devraient plutôt s'atteler à redonner à nos rues et nos places un rôle plus fort en tant qu'espace de rencontres sociales et de vie commune.

آية الكرسي

القيوم لا تأخذه سنة ولا نوم له ما في

من ذا الذي يشفع عنده إلا بإذنه يعلم ما

La gauche, l'islam et la démocratiser la sphère

LES DÉBATS RÉCURRENTS SUR « LE VOILE ISLAMIQUE » MONTRENT QU'UNE PARTIE DE LA GAUCHE PARTAGE AVEC LA DROITE NÉOCONSERVATRICE LA CONVICTION QU'IL Y A UN « PROBLÈME DE L'ISLAM » ET QUE NIER CE FAIT RELÈVE DE LA « BIEN-PENSANCE » OU DU RELATIVISME CULTUREL. CES EXPRESSIONS SONT, À CÔTÉ D'AUTRES CONCEPTS FOURRE-TOUT (ISLAM RADICAL/MODÉRÉ, INTÉGRISME, COMMUNAUTARISME), TYPIQUES DES CLICHÉS DE LANGAGE MOBILISÉS POUR ARTICULER UN RÉCIT SUR LA MENACE QUE REPRÉSENTERAIT « L'ISLAMISME » POUR « NOTRE » CIVILISATION ET SES VALEURS.



Sébastien Mayor,
docteur ès lettres
(science des religions
de l'Université de
Berne)

À un premier niveau, les présupposés culturalistes et essentialisants sur lesquels repose ce récit révèlent une difficulté à appréhender dans leur complexité et leur hétérogénéité tant l'islam que, plus largement, les religions. À un second niveau, ce discours exprime le refus de traiter les musulmans comme des égaux. Dans son ensemble, il en dit donc plus sur ceux qui y adhèrent que sur l'islam. En effet, une Europe qui ne cesse de débattre sur les différents voiles que portent certaines musulmanes au point de les réduire à un « symbole de communautarisme » et d'oppression des femmes, et ce tout en négligeant,

souvent, des formes de sexisme bien plus répandues, est une Europe qui s'invente l'image d'un Ennemi extérieur sur lequel se concentrer afin, justement, de ne pas se confronter à ses propres violences et problèmes sociaux.

Selon cette image, des préceptes comme le port de voiles et des attentats perpétrés par des individus qui peuvent pourtant n'accorder aucune importance à ces mêmes préceptes sont des manifestations d'un même phénomène, l'islamisme, et ce quand bien même il n'y a pas de liens nécessaires entre ces actes. Face à de tels raccourcis, contredits par une abondante littérature scientifique, il ne s'agit bien sûr pas de nier l'existence de courants conservateurs et violents au sein de l'islam. Il est légitime de s'y opposer, tout comme il est légitime d'être critique envers les religions en général. Mais parler d'« islam politique » comme s'il existait un mouvement religieux global qui se propagerait en Europe dans le but d'islamiser celle-ci n'a pas de sens, car on ne peut d'aucune façon réduire des mouvements islamiques aux doctrines, aux

pratiques et aux ancrages géographiques et sociaux fort différents à une matrice idéologique et à un projet politique uniques.

Soulignons aussi que le lieu commun selon lequel les terroristes sont principalement motivés par leurs croyances religieuses est simpliste à l'extrême. On ne peut saisir les mécanismes qui mènent à la violence si l'on néglige l'analyse des contextes sociopolitiques distincts et bien particuliers qui les génèrent. Ces mécanismes sont toujours multiples et ne se réduisent ainsi jamais à la religion, qui ne détermine pas les actes des musulmans, terroristes ou non. Il est par conséquent naïf de croire que le terrorisme ne pourra cesser qu'à la condition que l'islam procède à une réforme interne. C'est plutôt une réflexion sur l'État-nation dont on ne peut faire l'économie si l'on cherche à analyser les formes de violence à la fois les plus répandues et les moins visibles, car socialement consenties, du monde moderne.

À ce titre, on rappellera que la laïcité s'applique à l'État, non aux citoyen-ne-s. Forcer les musulmanes à se dévoiler dans certains espaces publics en Suisse sans même que celles-ci ne puissent s'exprimer sur le sujet ne va pas « libérer » ces femmes, ni ici ni ailleurs. Il faut résister à ce dévoilement identitaire et antidémocratique de la laïcité qui vise à marginaliser une minorité. Non seulement on ne luttera pas contre les mouvements religieux conservateurs en les excluant des processus

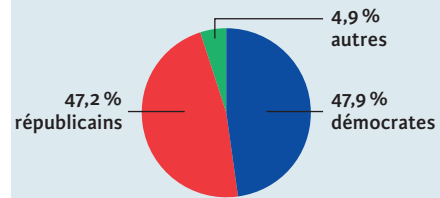


Il faut résister à ce dévoiement identitaire et antidémocratique de la laïcité qui vise à marginaliser une minorité.

démocratiques et en cherchant à contenir la religion dans l'espace privé, mais surtout la liberté de pratiquer sa religion en public et en commun est un droit démocratique. De plus, la présence publique de la religion, dont il est d'ailleurs vain d'espérer la disparition (rars sont ceux qui, en sciences humaines, adhèrent encore à la thèse du déclin de la religion), n'est pas forcément signe d'«intégrisme». Acceptons que la pluralité des aspirations humaines et des conceptions normatives de la société est un fait et que cette pluralité peut se manifester par la religion, chacun(e) ayant le droit de participer à la définition des normes sociales en s'exprimant dans le champ politique selon ses convictions, musulmans inclus.

Réaffirmer ces principes n'est pas «faire le jeu des intégristes». C'est élargir la démocratie en permettant notamment aux jeunes qui pourraient être attirés par la violence de politiser leurs désaffections afin d'imaginer des formes alternatives de société, mais sans passer par la violence justement. Or, ce sont bien des formes alternatives et démocratiques de société que la gauche devrait s'efforcer de bâtir. Ceci nécessite notamment de lutter contre l'islamophobie, qui, contrairement à la «menace islamiste», est une réalité indéniable en Europe et constitue bien une forme de racisme.

LE RÉSULTAT

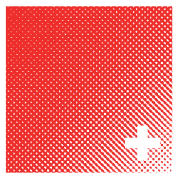


47,9 % des votes, c'est le résultat obtenu par Hillary Clinton à l'issue du scrutin du 8 novembre 2016. Dans les faits, c'est un meilleur résultat que son adversaire Donald Trump qui a, quant à lui, récolté 47,2 % des voix. Or, le système américain veut que ce soit les grands électeurs qui choisissent. Si la majorité des Etats reste fidèle à l'un ou l'autre parti, certains autres, les « swing states », comme la Floride ou l'Ohio jouent un rôle crucial dans la détermination du vainqueur par leur indécision. Leurs grands électeurs peuvent ainsi faire basculer à tout moment la victoire d'un camp à un autre. Le candidat républicain a donc pris l'avantage avec 290 grands électeurs contre 228, sans pour autant obtenir la majorité des voix. Au suffrage direct, la candidate démocrate aurait donc été élue, avec plus de 1,4 millions de voix d'avance. Le dernier (et unique) cas similaire où un président était élu avec moins de suffrages que son adversaire remonte à l'élection de 2000, opposant Georges Bush (fils) à Al Gore. Ce dernier devançait le républicain élu de plus de 500 000 suffrages.

LA STATISTIQUE

64%

de la population suisse utilise au moins une fois par semaine plus d'une langue. La pratique de ce second idiome a pour vocation de communiquer avec des proches, des collègues ou de s'informer et se divertir. C'est ce que révèlent les premiers résultats de l'enquête sur la langue, la religion et la culture réalisée en 2014 par l'Office fédérale de la statistique (OFS). Sur le podium on retrouve par ordre d'importance l'allemand, le suisse-allemand et le français. Viennent ensuite l'anglais, l'italien, l'espagnol et le portugais. Bien que l'italien soit une langue nationale, c'est donc l'anglais qui rafle la quatrième place, et qui se place même avant le français dans certaines régions de Suisse alémanique.



INITIATIVE
SUR LA
TRANSPARENCE

QUI DONNE DES MILLIONS POUR CETTE CAMPAGNE D’AFFICHAGE ?

**Pour plus de transparence dans
le financement de la vie politique.
Signez maintenant !**

www.transparence-oui.ch

PS